

Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande (319.01)

du 20 septembre 2004

Convention collective de travail concernant l'encadrement du personnel dans le secteur "Centra voor Kinderzorg en Gezinsondersteuning" et dans le secteur "Centra voor Integrale Gezinszorg"

Article 1^{er}. - CHAMP D'APPLICATION

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des établissements et services ressortissant à la Sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande (319.01) et qui sont occupés par les "Centra voor Kinderzorg en Gezinsondersteuning" agréés (arrêté du Gouvernement flamand du 6 avril 1995) et par les "Centra voor Integrale Gezinszorg" (arrêté du Gouvernement flamand du 21 décembre 1994). Par travailleurs on entend le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Article 2 - REFERENCE ENCADREMENT DU PERSONNEL

§1er.

Dans les "Centra voor Kinderzorg en Gezinsondersteuning", l'encadrement du personnel de référence, dans le sens de l'encadrement du personnel qui doit être présent au minimum dans chaque centre, à l'exception des statuts particuliers (TCT-ACS), est déterminé comme suit :

1. Pour une capacité de base de 30 unités (chiffre d'agrément) :

	Nbre d'équivalents de personnel à temps plein
Direction	1
Fonction particulière (infirmier (ère) - assistant(e) social(e))	0,5
Licencié	0,5
Personnel accompagnant et soignant	9
Personnel administratif	0,5
Personnel logistique	0,5
TOTAL	12

Dans le nombre d'équivalents de personnel à temps plein "Personnel accompagnant et soignant", 1 unité à temps plein sera occupée au minimum au niveau d'éducateur-accompagnateur classe I et sera rémunérée conformément au barème BIC et à la convention collective de travail relative aux conditions de rémunération qui est d'application.

2. Par capacité supplémentaire agréée de 5 unités (chiffre d'agrément) : l'emploi supplémentaire de + 1,5 équivalents de personnel à temps plein. Les fonctions de direction n'entrent pas en ligne de compte pour cet emploi supplémentaire. A partir de l'emploi de 12 équivalents de personnel à temps plein "personnel accompagnant et soignant" dans les effectifs totaux, 2 unités à temps plein seront occupées au minimum au niveau d'éducateur-

BERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.

07-10-2004

02-12-2004

NR.
N°

72.998 | 6 | 31901

accompagnateur classe I et seront rémunérées conformément au barème B1C et à la convention collective de travail relative aux conditions de rémunération qui est d'application.

§2 : Dans les "Centra voor **Integrale** Gezinszorg", l'encadrement du personnel de référence, dans le sens de l'encadrement du personnel qui doit être présent au minimum dans chaque Centre, est déterminé comme suit :

1. Pour une capacité de base de 30 unités (chiffre d'agrément) :

	Nbre d'équivalents de personnel à temps plein
Direction	1
Fonction particulière (infirmier (ère) - assistant(e) social(e))	1 (dont au minimum 0,5 licencié)
Personnel accompagnant et soignant	5
Personnel administratif et/ou logistique	0,5
TOTAL	7,5

Dans le nombre d'équivalents de personnel à temps plein "Personnel accompagnant et soignant", 1 unité à temps plein sera occupée au minimum au niveau d'éducateur-accompagnateur classe I et sera rémunérée conformément au barème B1C et à la convention collective de travail relative aux conditions de rémunération d'application.

2. Par capacité supplémentaire agréée de 4 unités (chiffre d'agrément) : l'emploi supplémentaire de + 0,75 équivalents de personnel à temps plein. Les fonctions de direction n'entrent pas en ligne de compte pour cet emploi supplémentaire.

A partir de l'emploi de 7 équivalents de personnel à temps plein "personnel accompagnant et soignant" dans les effectifs totaux, 2 unités à temps plein seront occupées au minimum au niveau d'éducateur-accompagnateur classe I et seront rémunérées conformément au barème B1C et à la convention collective de travail relative aux conditions de rémunération qui est d'application.

Article 3 : EMPLOI SUPPLEMENTAIRE SUITE A L'EXECUTION DE L'ACCORD INTER SECTORIEL FLAMAND DU 5 MAI 1998 POUR LE SECTEUR SOCIAL MARCHAND

§1^{er}. Les membres du personnel occupés par les "Centra voor Kinderzorg en Gezinsondersteuning" et les "Centra voor **Integrale** Gezinszorg" qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail, sont financés par le "Fonds social des Maisons d'éducation et d'hébergement" sont régularisés par l'intermédiaire du Fonds social qui est instauré en exécution du Maribel social, de sorte que ces effectifs sont gardés intégralement.

§2. Afin d'améliorer l'encadrement du personnel, 37.5 ETP seront répartis supplémentairement et proportionnellement sur les "Centra voor Kinderzorg en Gezinsondersteuning" et les "Centra voor **Integrale** Gezinszorg" ressortissant à la Sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande, par l'intermédiaire du Fonds social qui est instauré en exécution du Maribel social. Comme il ressort de l'aperçu en annexe, chaque centre disposera, en addition avec le personnel régularisé sous le par. 1^{er}, finalement du même nombre de personnel supplémentaire.

Par.3

Sous réserve de baisses importantes de la capacité agréée ou de modifications dans la subsidiation du coût de personnel de ces établissements, les effectifs existant actuellement au niveau des établissements sont gardés.

Article 4 - CONCERTATION SOCIALE SUR L'EMPLOI

§1^{er}. La mise en œuvre des moyens pour l'emploi lato sensu relève de la concertation entre l'employeur et la délégation syndicale. En cas d'adaptations ou de modifications de l'affectation des moyens personnels, par exemple nouvelles actions, formes de travail ou missions collectives, la délégation syndicale sera consultée.

§2. En vue de mener une concertation quant à l'encadrement du personnel, l'employeur délivrera à la délégation syndicale, toutes les informations nécessaires sur l'emploi et les moyens personnels.

§3. L'attribution de moyens sociaux supplémentaires pour l'emploi implique le maintien du volume de personnel existant, à condition que la subvention soit également maintenue, de sorte que l'emploi supplémentaire puisse toujours être déterminé.

Article 5. - La présente convention collective de travail entre en vigueur à partir du 1^{er} octobre 1998 et est conclue pour une durée indéterminée.

L'article 4 entre en vigueur au 1/7/2004 et est également conclu pour une durée indéterminée. Chacune des parties peut dénoncer la présente convention collective de travail moyennant un délai de préavis de six mois, notifié par lettre recommandée adressée au président de la Sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande.

ANNEXE

Nom	Localité	Personnel «SF VOHI »	Assimilation « SF VOHI	Supplément. via maribel soc. Suite accord- cadre	Total Maribel social
CKG					
Lentekind	Beerse	1		1,5	2,5
Kinderland	Berlaar	1		1,5	2,5
Onthaalhuis der Kleinen	Borgerhout	2		1,5	2,5
Betlehem	Malines		1	1,5	2,5
Horst-Hulgenrode	Wommelgem	2		1	3
't Open Poortje	Schilde	1		1,5	2,5
De Stap	As	1		1,5	2,5
De Hummeltjes	Hasselt	1		1,5	2,5
Molenberg	Lanaken	1		1,5	2,5
Hof Ter Linden	Evergem		1	1,5	2,5
Den Boomgaard	Lierde		1	1,5	2,5
Maria De Onbevlekte	Nazareth	1		1,5	2,5
Centrum Jonge Kind	Ganshoren	1		1,5	2,5
Koningin Fabiola	Ronse	1		1,5	2,5
Zonneheuvel	Zottegem		1	1,5	2,5
De Schommel	Averbode	1		1,5	2,5
Sint-Clara	Bruges	1		1,5	2,5
Don Bosco	Courtrai	1		1,5	2,5
TOTAL		15	4	26,5	45,5
CIG					
De Stobbe	Anvers	1			1,9
Prinses de Merode	Kasterlee		1		1,9
Huis Ter Leye	Courtrai	1			1,9
Ten Anker	De Haan		1		1,9
Tamar	Lommel	1			1,9
TOTAL		3	2		9,5

PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE OPVOEDINGS- EN HUISVESTINGSINRICHTINGEN
EN DIENSTEN VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP (319.01)

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 11 september 2004 betreffende de
personeelsomkadering in de Centra voor Kinderzorg en
Gezinsondersteuning en in de Centra voor Integrale Gezinszorg**

Artikel 1 - TOEPASSINGSGBIED

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de inrichtingen en diensten die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en diensten van de Vlaamse Gemeenschap (319.01) en die tewerkgesteld zijn in de Centra voor Kinderzorg en Gezinsondersteuning (Besluit Vlaamse Regering van 6 april 1995 en daaropvolgende wijzigingen) en in de Centra voor Integrale Gezinszorg (Besluit Vlaamse Regering van 21 december 1994 en daarop volgende wijzigingen).

Onder werknemers wordt verstaan het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

Artikel 2 - REFERENTIE - PERSONEELSOMKADERING

§ 1 - In de Centra voor Kinderzorg en Gezinsondersteuning wordt de referentie-personeelsomkadering, in de betekenis van de personeelsomkadering die in elk Centrum minimaal aanwezig moet zijn, met uitzondering van de bijzondere statuten (DAC- GESCO), als volgt bepaald:

1. Voor een basiscapaciteit van 30 eenheden (erkenningstetal):

	aantal voltijdse personeelsequivalenten
Directie:	1
Bijzondere functie (verpleging, maatschappelijk werk(st)er, ...	0,5
Licentiaat	0,5
Begeleidend en verzorgend personeel	9
Administratief personeel	0,5
Logistiek personeel	0,5
TOTAAL :	12

In het aantal voltijdse personeelsequivalenten "Begeleidend en verzorgend personeel" zal minimaal 1 voltijdse eenheid op het niveau opvoeder-begeleider klasse I tewerkgesteld worden en bezoldigd worden overeenkomstig het barema B1c en de toepasselijke collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de loonvoorwaarden.

DEPÔT-REGISTR. | REGISTR.-ENREGISTR.

07-10-2004

02-12-2004

72.998 160/31901

NR.

2. Per bijkomende erkende capaciteit van 5 eenheden (erkenningstotal): de bijkomende tewerkstelling van + 1,5 voltijdse personeelsequivalenten.

De directiefuncties komen voor deze bijkomende tewerkstelling niet in aanmerking. Vanaf de tewerkstelling van 12 voltijdse personeelsequivalenten "begeleidend en verzorgend personeel" in het totale tewerkstellingsbestand, zullen minimaal 2 voltijdse eenheden op het niveau opvoeder-begeleider klasse I tewerkgesteld worden en bezoldigd worden overeenkomstig tot barema B1c en de toepasselijke collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de loonvoorwaarden.

§ 2 : In de Centra voor Integrale Gezinszorg wordt de referentie-personeelsomkadering, in de betekenis van de personeelsomkadering die in elk Centrum minimaal aanwezig moet zijn, als volgt bepaald:

1. Voor een basiscapaciteit van 30 eenheden (erkenningstotal):

	aantal voltijdse personeelsequivalenten
Directie:	1
Bijzondere functie (verpleging, maatschappelijk werk(st)er,...	1 (waarvan minimum 0,5 licentiaat)
Begeleidend en verzorgend personeel	5
Administratief personeel en/of logistiek personeel	0,5
TOTAAL :	7,5

In het aantal voltijdse personeelsequivalenten "Begeleidend en verzorgend personeel" zal minimaal 1 voltijdse eenheid op het niveau opvoeder-begeleider klasse I tewerkgesteld worden en bezoldigd worden overeenkomstig het barema B1c en de toepasselijke collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de loonvoorwaarden.

2. Per bijkomende erkende capaciteit van 4 eenheden (erkenningstotal): de bijkomende tewerkstelling van + 0,75 voltijds personeelsequivalent.

De directiefuncties komen voor deze bijkomende tewerkstelling niet in aanmerking.

Vanaf de tewerkstelling van 7 voltijdse personeelsequivalenten begeleidend en verzorgend personeel in het totale tewerkstellingsbestand, zullen minimaal 2 voltijdse eenheden op het niveau opvoeder-begeleider klasse I tewerkgesteld worden en bezoldigd worden overeenkomstig het barema B1c en de toepasselijke collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de loonvoorwaarden.

Artikel 3 - BIJKOMENDE TEWERKSTELLING ALS GEVOLG VAN HET VLAAMS INTERSECTORAAL AKKOORD VAN 5 MEI 1998 VOOR DE SOCIAL PROFITSECTOR

§ 1: De in de Centra voor Kinderzorg en Gezinsondersteuning en de in de Centra voor Integrale Gezinszorg tewerkgestelde personeelsleden die op de ingangsdatum van deze collectieve arbeidsovereenkomst gefinancierd worden door het "Sociaal Fonds voor de Opvoedings- en Huisvestingsinstellingen", worden geregulariseerd via het Sociaal Fonds dat in uitvoering van de Sociale Maribel wordt opgericht, zodat dit personeelsbestand integraal gevrijwaard wordt.

§ 2: Als verbetering van de personeelsomkadering worden via het Sociaal Fonds dat in uitvoering van de Sociale Maribel wordt opgericht, in totaal 37.5 FTE bijkomend en evenredig verdeeld over de Centra voor Kinderzorg en Gezinsondersteuning en de in de Centra voor Integrale Gezinszorg die onder het paritair subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinstellingen en diensten van de Vlaamse Gemeenschap ressorteren. Zoals uit het overzicht in bijlage blijkt, zal elk Centrum, in samenvoeging met het onder §1 geregulariseerd personeel, uiteindelijk ongeveer over evenveel bijkomend personeel beschikken.

§ 3: Onder voorbehoud van belangrijke dalingen in de erkende capaciteit of van wijzigingen in de subsidiëring van de personeelskost van deze instellingen, wordt het huidig personeelsbestand dat op instellingsniveau aanwezig is, gevrijwaard.

Artikel 4 - SOCIAAL OVERLEG OVER DE TEWERKSTELLING:

§1 De inzet van de tewerkstellingsmiddelen in algemene zin behoort tot de materie van overleg tussen werkgever en syndicale afvaardiging. Bij aanpassingen of wijzigingen van de aanwending van de personele middelen, bijvoorbeeld deelwerkingen, werkvormen, nieuwe collectieve opdrachten, zal de syndicale afvaardiging worden geraadpleegd.

§2 Om over de personeelsomkadering overleg te voeren, zal de werkgever de syndicale afvaardiging alle noodzakelijke informatie verstrekken over de tewerkstelling en de personele middelen.

§3 Het toekennen van bijkomende middelen sociale maribel voor tewerkstelling impliceert het behoud van het al bestaande personeelsvolume, op voorwaarde dat de subsidiëring ervan ook behouden blijft, zodat de bijkomende tewerkstelling steeds determineerbaar is.

Artikel 5 - Deze collectieve overeenkomst treedt in werking vanaf 1/10/1998 en is gesloten voor onbepaalde tijd.

Artikel 4 treedt in werking vanaf 1/7/2004 en is eveneens gesloten voor onbepaalde tijd.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzegging van zes maanden gericht bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en diensten van de Vlaamse Gemeenschap.

BIJLAGE

Naam	Locatie	Personeel SF VOHI	Gelijk-schakeling SF VOHI	Bijkomend via Sociale Maribel ten gevolge Raamakkoord	Totaal Sociale Maribel
CKG					
Lentekind	Beerse	1		1,5	2,5
Kinderland	Berlaar	1		1,5	2,5
Onthaaitehuis der Kleinen	Borgerhout	1		1,5	2,5
Betlehem	Mechelen		1	1,5	2,5
Horst-Hulgenrode	Wommelgem	2		1	3
't Open Poortje	Schilde	1		1,5	2,5
De Stap	As	1		1,5	2,5
De Hummeltjes	Hasselt	1		1,5	2,5
Molenberg	Lanaken	1		1,5	2,5
Hof Ter Linden	Evergem		1	1,5	2,5
Den Boomgaard	Lierde		1	1,5	2,5
Maria de Onbeviekte	Nazareth	1		1,5	2,5
Centrum Jonge Kind	Ganshoren	1		1,5	2,5
Koningin Fabiola	Ronse	1		1,5	2,5
Zonneheuvel	Zottegem		1	1,5	2,5
De Schommel	Averbode	1		1,5	2,5
Sint-Clara	Brugge	1		1,5	2,5
Don Bosco	Kortrijk	1		1,5	2,5
TOTAAL		15	4	26,5	45,5
CIG					
De Stobbe	Antwerpen	1			1,9
Prinses de Merode	Kasterlee		1		1,9

Huis Ter Leye	Kortrijk	1			1,9
Ten Anker	De Haan		1		1,9
Tamar	Lommel	1			1,9
TOTAAL		3	2		9,5